

JEAN-MARIE BROHM

**1936**

***Les Jeux olympiques à Berlin***



BONUS :

***BOYCOTTONS LES JEUX DE LA HONTE D'UN ÉTAT LIBERTICIDE !***

***Par Jacques Ardoino, Jean-Marie Brohm, Claude Javeau, Fabien Ollier, Marc Perelman, Robert Redeker et Pierre-André Taguieff, respectivement professeur émérite en sciences de l'éducation (Paris-VIII), professeur de sociologie (Paul-Valéry, Montpellier-III), professeur émérite de sociologie (ULB, Bruxelles), directeur de la revue Quel sport ?, professeur enesthétique (Paris-X Nanterre), philosophe (CNRS) et directeur de recherche (CNRS).***

À l'heure où une «guerre populaire» est déclarée par les autorités chinoises contre les insurgés tibétains, à l'heure où l'Armée populaire chinoise n'hésite plus à «tirer dans le tas» comme durant les manifestations étudiantes de Tiananmen, personne ne peut plus feindre de l'ignorer : la «paix olympique», l'«amitié entre les peuples» et la «grande fête de la jeunesse» que les autorités chinoises prétendent célébrer dans le faste en août 2008 servent déjà de paravent à la répression systématique des militants des droits de l'homme, des cyberdissidents, des avocats aux pieds nus, des syndicalistes, des pratiquants de Falungong, des religieux, tous qualifiés de «forces hostiles à l'État». Dans le même temps, le Parti communiste chinois fait des JO un moyen de mobilisation nationaliste de masse sans précédent et exalte l'hégémonisme de grande puissance vis-à-vis du Tibet, des minorités ethniques et de ses autres voisins, particulièrement Taïwan.

Comme naguère pour Berlin-1936 et Moscou-1980, le CIO n'émet aucune réserve ni aucune critique à propos de cette normalisation olympique cynique. Bien au contraire, l'actuel président du CIO, Jacques Rogge, affirme que «ce serait une erreur de juger la Chine trop tôt et trop facilement. Des exemples ont montré par le passé que les bénéfices sociaux et économiques peuvent survenir dans les années qui suivent l'organisation des Jeux». Il se dit être également «convaincu que les Jeux vont permettre aux Chinois d'avoir une nouvelle vision de leur société et qu'ils aideront athlètes et visiteurs à avoir une vision plus juste de la Chine» (AFP, 15 janvier 2008).

En fait, le CIO refuse surtout de voir que les Jeux sont utilisés par le PCC comme un instrument de propagande à l'extérieur et de répression à l'intérieur. Hein Verbruggen, président de la commission de coordination de Pékin-2008 du CIO, estime ainsi regrettable que «*les Jeux de Pékin soient utilisés comme une plate-forme par des groupes qui ont des objectifs politiques et sociaux*». Il critique sévèrement les organisations de défense des droits de l'homme et ajoute : «*Nous ne pouvons pas permettre que ces préoccupations nous distraient de notre but principal qui est de réussir les Jeux olympiques*». Ainsi encourage-t-il les autorités chinoises à agir dans un sens bien peu conforme avec les idéaux dont prétend se réclamer le CIO : «*Le Bocog (Comité d'organisation) doit prendre des mesures pour empêcher ces revendications*». (AFP, 6 juillet 2007.)

Aurait-on oublié qu'en 1936 à Berlin ce furent les hiérarques olympiques, Brundage et Baillet-Latour en tête, qui légitimèrent non seulement les mesures de répression contre les Juifs et les «*peuples dégénérés*» mises en oeuvre par le IIIe Reich, mais aussi les campagnes de diffamation contre le mouvement international de boycott, en particulier en France ? À l'époque, Avery Brundage expliquait dans une brochure officielle du comité olympique américain en 1935 que «*certaines Juifs doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas utiliser ces jeux (ceux de Berlin 1936) comme une arme dans leur boycott contre les nazis*» (Fair Play for American athletes, publié par l'American Olympic Committee, 1935).

Qui peut encore douter de l'existence d'une collusion idéologique profonde et permanente entre le CIO et les régimes totalitaires, dont le PCC est aujourd'hui un parfait exemple ? Or, que nous disent certains dans un tel contexte ? Rejetant l'idée du boycott des JO de Pékin soutenue par des personnalités politiques, des intellectuels, des artistes, de nombreux démocrates américains et des collectifs démocratiques, notamment le Comité pour l'organisation du boycott des JO de Pékin 2008 (Cobop), ils en viennent à approuver de fait soit par leur silence, soit par leur ferveur olympique l'organisation de ces Jeux par un régime qu'ils qualifient eux-mêmes d'«*autoritaire*», de dictatorial ou de tyrannique.

Par naïveté, méconnaissance, voire complicité idéologique, on nous affirme même que les changements en Chine se seraient déroulés «*pour le meilleur*» et que le bilan de l'«*ouverture*» au monde serait «*globalement positif*» grâce aux Jeux. Reporters sans frontières, Solidarité Chine, la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty International ont pourtant insisté à maintes reprises sur les graves violations des libertés démocratiques et droits humains en Chine. On sait par ailleurs que malgré les promesses solennelles faites par le président Hu Jintao, la politique de répression systématique du PCC traite la Charte olympique comme un «*tigre de papier*».

Face à ce constat accablant, seul le boycott des Jeux du laogaï est en mesure de faire réellement pression sur le régime. Celui-ci craint en effet par-dessus tout la contestation de son pouvoir qu'il cherche à légitimer aux yeux de l'opinion publique internationale grâce à sa «*victoire olympique*». Nul ne peut l'ignorer, les JO de Pékin sont en effet destinés à donner un visage d'honorabilité à la principale machine à tuer de la planète (record du monde des exécutions capitales), et à rehausser le prestige de ce despotisme oriental exploiteur.

Les mêmes qui ne cessent de dénoncer les monstruosité du régime chinois prétendent qu'un boycott des Jeux favoriserait «*le repli nationaliste*» de la Chine. Or, c'est au contraire la mobilisation sportive d'État sans précédent, avec l'objectif déclaré d'être la première puissance médaillée devant les États-Unis, qui alimente le nationalisme virulent de l'actuelle direction du PCC. Les sportifs d'État chinois, idéologiquement encadrés et biologiquement «*usinés*»,

vont être les vecteurs de cette vague chauvine orchestrée au plus haut niveau. Déjà, les parades obsessionnelles à la gloire des athlètes chinois constituent un drill politique préparant aux menées bellicistes et aux identifications héroïques.

Les précédents historiques sont tout de même éloquents : comme en 1936 à Berlin où le Deutschland über alles scandé dans le stade olympique prépara l'Allemagne aux orgies de la haine, comme en 1980 à Moscou où les folklores soviétiques du meilleur de l'URSS couvraient les bruits de bottes de l'Armée rouge en Afghanistan et les souffrances des opposants psychiatisés, les Jeux de Pékin, qui sont déjà l'occasion d'une mise au pas générale, serviront surtout de tremplin aux conquêtes de l'impérialisme chinois.

Comme nous le demandent de nombreux militants des droits de l'homme en Chine, il faut faire pression sur l'État chinois en appelant clairement et distinctement au seul mot d'ordre politique capable d'isoler et d'affaiblir le Parti unique, de briser sa légitimité olympique et de renforcer l'opposition à son diktat : le boycott des Jeux de la honte.

(Article paru dans *Le Figaro*, le 28 mars 2008.)